

MOHAMED-CHAFIK MESBAH AU QUOTIDIEN ÉLECTRONIQUE TSA : «L'époque de l'homme providentiel est dépassée»

Telle est la problématique essentielle que comporte l'entretien que vient d'accorder au journal électronique TSA (Tout sur l'Algérie), ce jeudi 16 février, Mohamed-Chafik Mesbah que connaissent bien les lecteurs de notre journal. Le Soir d'Algérie qui a estimé important le débat suscité par cet entretien a jugé utile d'en présenter une synthèse.

Invité, tout d'abord, à se prononcer sur l'effet domino qui pourrait s'exercer sur l'Algérie après la chute des anciens présidents tunisien et égyptien, Mohamed-Chafik Mesbah fait remarquer que les similitudes de l'Algérie avec la Tunisie et l'Égypte, «prédominance écrasante de la jeunesse de moins de vingt ans, mauvaise répartition des richesses nationales et état de sous-développement chronique avec usure consommée du système», rendent «l'hypothèse d'une explosion sociale hautement probable». Les différences de situation entre les trois pays, illustrées par le rôle de la police, le poids de l'institution militaire, l'importance de la démographie, le degré de pénétration d'internet, le taux d'analphabétisme ainsi que le niveau de ressources financières» peuvent, estime-t-il, «contribuer à retarder le mouvement de contestation pas à, définitivement, l'endiguer».

Interrogé sur la responsabilité du Premier ministre dans l'état des lieux critique qui prévaut en Algérie, Mohamed-Chafik Mesbah juge que «le pouvoir dont dispose, désormais, le Premier ministre est insignifiant». C'est, par exemple, affirme-t-il dans l'entretien, «moins dans l'inspiration de la démarche de patriotisme économique que dans l'application tatillonne et intempestive des décisions qui en ont émané que la responsabilité du Premier ministre est engagée». L'entretien n'en conclut pas moins que M. Ahmed Ouyahia est programmé pour être sacrifié «lorsque le temps sera venu de rassembler une opinion publique devenue pressante».

A propos des affaires de grande corruption, Mohamed-Chafik Mesbah admet que «leur révélation a exacerbé le sentiment de vindicte chez la population», précisant même que «le ressentiment du peuple algérien est d'autant plus fort que les personnes publiques citées ne sont guère inquiétées». A propos de la révélation de ces affaires et de l'hypothèse qui en a suivi d'une lutte de clans au sein du pouvoir, il estime que «ce serait céder à un fantasme que d'imaginer que les services de renseignement pourraient se placer en position de défiance vis-à-vis du chef de l'Etat». Il déclare, d'ailleurs, que le régime algérien s'est mué en un régime présidentieliste où tous les pouvoirs sont subordonnés à celui du chef de l'Etat, ce dernier disposant «de toute la marge de manœuvre» pour engager, s'il le souhaitait réellement, «un programme de transition démocratique».

Mohamed-Chafik Mesbah relève, à propos de la léthargie de la vie politique dans le pays, que les pouvoirs publics en Algérie ont excellé «dans l'encouragement des divisions au sein des formations politiques de l'opposition, dans l'obstruction délibérée au libre fonctionnement des syndicats autonomes et dans la mise en place d'entraves systématiques à la naissance et à l'épanouissement du mouvement associatif». Il note que «les partis politiques de l'opposition, en revanche, n'ont pas répondu avec cette énergie et cette intelligence qui leur auraient permis le contournement des obstacles mis en place». Toujours à propos de la vie politique, Mohamed-Chafik Mesbah

considère que «l'Alliance présidentielle est un pur conglomerat de partis rassemblés autour d'un seul enjeu, offrir une base politique au président de la République». Les partis qui la composent sont appelés, prévoit-il, à perdre de leur importance en cas de consultations électorales vraiment transparentes. Hamas, selon lui, est, «aux yeux de la population, un rassemblement épars de commerçants et d'hommes d'affaires pas un vrai parti islamiste». Le RND créé pour se substituer, conjoncturellement, au FLN, «un appareil bureaucratique plutôt qu'une formation politique». «Le FLN, lui-même, qui «traverse une crise profonde», risque de connaître, selon Mohamed Chafik-Mesbah, «le sort peu enviable du RCD en Tunisie et du RND en Égypte s'il ne se résout pas à effectuer sa transformation en grand parti de type social-démocrate».

Mohamed-Chafik Mesbah insiste, par ailleurs, sur «l'équation de l'islam plébien» en notant que l'un des défis majeurs de la transition démocratique à venir portera sur l'insertion de «cette force vive dans la société démocratique». Tirant l'enseignement des expériences passées, il met en garde contre toute tentation de recourir à une politique d'«éradication», jugeant que cela relèverait de l'infantilisme.

Interrogé sur une défaillance supposée des leaders de l'opposition, il s'appesantit sur le cas de ceux qui ont adopté «une attitude de confrontation au système qu'ils veulent, clairement, mettre à bas (...) Ce sont eux qui mènent, selon lui, le combat le plus coûteux et le plus risqué». Il estime indelicat, cependant, de se hasarder à juger le reste des leaders, «chacun d'entre eux, précise-t-il, menant le combat selon son tempérament, selon les moyens dont il dispose et selon les opportunités qui s'offrent à lui». Estimant que le critère d'évaluation reste, en l'occurrence, «la constance dans les convictions et la persévérance dans l'action», il évoque, avec emphase, «l'exemple éloquent de maître Ali Yahia Abdenour, cet homme de conviction forcené».

Abordant l'affirmation récurrente de l'emprise hégémonique de l'armée sur la vie politique, Mohamed-Chafik Mesbah estime que les propos attribués au chef de l'Etat – dans le câble diplomatique rendu public par WikiLeaks sur – «la subordination de l'armée au pouvoir civil – en la personne du président de la République tient-il à préciser – ne sont pas inexacts». Il mentionne, à ce propos, le découplage entre l'état-major de l'ANP et les services de renseignement, subrepticement, introduit par le chef de l'Etat qui a rendu caduc «le rôle d'interface avec la société politique que jouaient, au profit de l'armée, lesdits services de renseignement».

Le comportement de l'armée algérienne en cas de soulèvement populaire en Algérie ayant été, également, évoqué dans l'entretien, Mohamed-Chafik Mesbah évoque, pour appuyer sa démonstration, trois paramètres : «L'émergence d'une nouvelle génération de chefs militaires (...) relativement jeunes, parfaitement formés et animés d'esprit d'ouverture sur le monde moderne (...), l'écoute attentive prêtée par lesdits chefs – issus, pour la plupart, de couches sociales défavorisées – aux difficultés du peuple algérien (...), l'adoption, enfin, dans la jurisprudence internationale du principe de compétence universelle pour les crimes contre l'humanité ainsi que la création de la Cour pénale de La Haye.» Ces paramètres, estime-t-il, font supposer que l'armée algérienne n'acceptera pas de réprimer d'éventuelles manifestations populaires. Pour conforter son hypothèse, il recourt, volontiers, à une métaphore en citant les propos publics tenus par un officier général à la



Photo : DR

retraite égyptien, ancien condisciple du maréchal Hussein Tantawi, le président de l'instance militaire suprême qui administre l'Égypte : «Nous sommes des militaires. Nous ne voulons pas nous mêler de questions politiques. Nous voulons, seulement, participer à la défense de notre territoire et préserver l'indépendance et la stabilité de l'Égypte.» Mohamed-Chafik Mesbah affirme : «C'est, à ne pas s'y tromper, exactement l'état d'esprit des nouveaux chefs militaires en Algérie.»

Interrogé, dans le même sens, sur le comportement éventuel de la police algérienne, Mohamed-Chafik Mesbah met en exergue, en premier lieu, l'extraction populaire de ces policiers, selon lui, «très proches d'une population dont ils partagent les préoccupations et, probablement, les aspirations». A priori, estime-t-il, sauf débordement populaire, «les policiers se comporteront de manière, strictement, disciplinée». Dans tous les cas de figure, le recours aux armes à feu paraissant improbable, c'est la solution de l'intervention de l'armée qui se profilera avec les perspectives qui viennent juste d'être évoquées.

A propos de l'absence d'alternative en termes de leaders et de partis, Mohamed-Chafik Mesbah affirme que les régimes en place, rodés par l'usage, pourraient bien, «faute d'être confrontés à des partis puissants», songer à récupérer le mouvement populaire pour le réduire à un simple train de mesures conjoncturelles. Plus circonspect sur la nécessité de recourir à des leaders, il estime que «l'époque de l'homme providentiel est dépassée, le peuple algérien est en attente, affirme-t-il, d'une équipe homogène, ancrée dans la société et disposant de qualifications avérées, pas d'un nouvel autocrate».

Mohamed-Chafik Mesbah considère, par ailleurs, que le rôle de pays étrangers dans les processus politiques internes constitue, désormais, «une donnée constitutive du système de relations internationales». Cette interférence est, certes, «dictée non pas par de strictes considérations morales mais par des intérêts stratégiques de grande puissance» mais sa problématique, sur le plan politique, dispose que c'est, principalement, la mauvaise gouvernance dans les pays arabes qui favorise la violence.

«Les régimes dictatoriaux arabes ne peuvent plus constituer un rempart étanche contre la menace terroriste et, de manière plus substantielle, contre les risques de déstabilisation durable des sociétés arabes (...), la défense des intérêts stratégiques des Etats-Unis américains dans cette région du monde recommande de se défaire de régimes devenus encombrants», voilà, en bref, le soubassement de cette interférence.

Sur le plan pratique, la démarche est des plus volontaristes, comme en témoignent les processus intervenus en Tunisie et en Égypte, où «les Etats-Unis ne s'embarassant pas de faux-fuyants ont dialogué, directement, avec l'institution militaire, avec les forces politiques nationales, voire avec les autocrates contestés pour les inviter à se démettre».

Quel intérêt pour les Etats-Unis à soutenir un processus démocratique pour le cas particulier de l'Algérie, a-t-il été demandé à Mohamed-Chafik Mesbah. «Nonobstant l'intérêt prêté par les Etats-Unis à leurs intérêts directs en propre, c'est, répond-il, le contrôle des possibilités de développement de l'Europe occidentale qui requiert leur attention», entendez la crainte de voir l'Europe pouvoir contester aux Etats-Unis leur leadership sur le monde.

Evoquant les autres préoccupations des Etats-Unis pour tout le monde arabe, il les résume en deux points : «Premièrement, la préservation de l'équilibre stratégique au profit d'Israël oblige, néanmoins, à s'adapter au nouveau contexte démocratique jusqu'à accepter les concessions indispensables pour une coexistence pacifique durable. Deuxièmement, l'expérimentation d'une forme de régime adapté pour le monde arabe qui permettrait la dilution de l'islamisme politique dans un processus démocratique garanti par l'institution militaire.»

La pression des Etats-Unis, ajoute Mohamed-Chafik Mesbah, peut s'exercer, à un niveau officiel, à travers les déclarations solennelles relayées par la presse et des prises de position tranchées dans les enceintes internationales. Au niveau opérationnel, il évoque le modèle théorisé de «la Révolution pacifique», déjà expérimenté, avec succès, en Serbie, en Géorgie et en Ukraine, modèle élaboré par l'Américain Gene Sharpe, dans un fameux ouvrage intitulé *From Dictatorship to Democracy*. A l'exception du Venezuela où le modèle a été mis en difficulté par le président Hugo Chavez, «partout ailleurs, précise Mohamed-Chafik Mesbah, les dictateurs sont tombés».

En conclusion à l'entretien, ce sont les scénarios d'évolution pour la situation à venir en Algérie qui sont examinés. Deux principaux sont retenus. Le premier scénario dit du «statu quo», c'est le pourrissement avec forte probabilité de soulèvement populaire. Le déroulement de ce scénario dépendra de trois inconnues. Le comportement du mouvement islamiste plébien, selon qu'il parvienne ou non à récupérer à son profit le soulèvement.

L'attitude de l'armée, selon qu'elle décide de réprimer ou d'appuyer le soulèvement. La détermination des Etats-Unis et de la France à soutenir le mouvement ou à l'ignorer. Un deuxième scénario dit du «dénouement pacifique», un scénario où le président de la République, «d'initiative ou pressé par l'institution militaire», engagerait un processus de réformes politiques devant conduire, à brève échéance, à l'instauration du système démocratique.

Le programme comporterait, en particulier, la mise en place d'un gouvernement transitoire, l'organisation d'élections législatives dans un délai de six mois, enfin le déroulement d'une élection présidentielle dans un délai de douze mois. Un scénario à propos duquel Mohamed-Chafik Mesbah exprime, cependant, un profond scepticisme. C'est, clôt-il ses propos, «la pression de la rue, bénéficiant de la neutralité de l'institution militaire et d'un appui de l'étranger, qui imposera la transition démocratique».

H. M.